

L'urgence d'un
Agenda National
face à l'ampleur des défis
(résumé)

Août 2015

Sommaire

1.	Nature des défis majeurs et éléments de complication	3
	Le défi politique	3
	Le défi socio-économique	5
	Le défi sécuritaire	7
2.	La difficulté de faire face aux défis amalgamés	8
	Les complexités additionnelles qui découlent de l'intrication des 3 défis	8
	Les complexités dues à la jonction des défis et de la géopolitique	9
3.	Le besoin pour le pays d'adopter un Agenda National global	10
	Le besoin pour le pays d'adopter un Agenda National	10
	Un agenda parcellaire serait dangereux et inefficace	11
4.	Présentation générale de l'Agenda National	12
	Structure générale de l'agenda de la transition politique	12
	Structure générale de l'agenda du nouveau contrat économique et social	13
	Structure générale de l'agenda sécuritaire	14
	Gouvernance de l'Agenda National	15
5.	Facteurs Clés de Succès	16

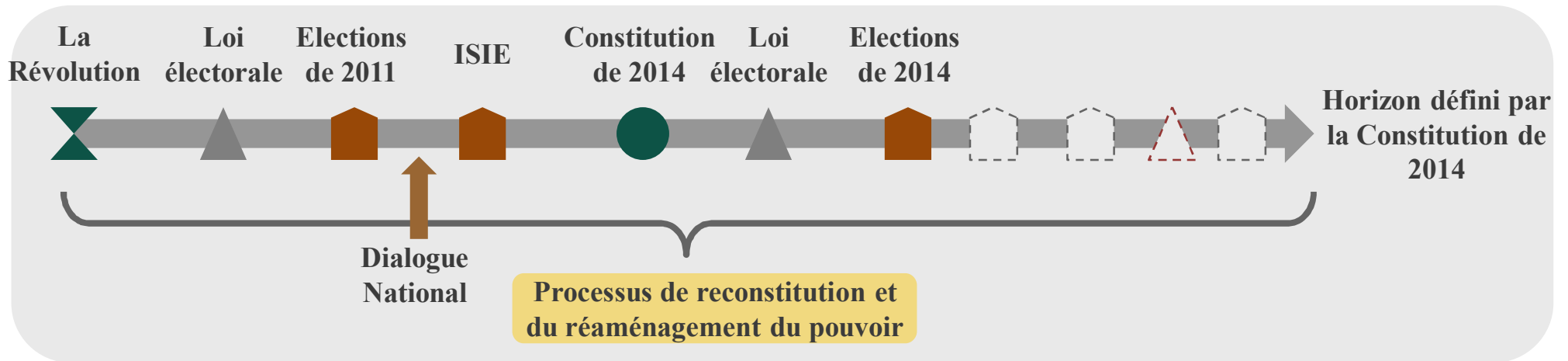


1

Nature des défis majeurs et éléments de complication

Défi politique - Nature du défi politique

- Le défi politique consiste à **parachever un processus de refondation et de réaménagement du pouvoir**, sur des bases démocratiques qui garantissent les libertés et empêchent le retour de la dictature



- Le **processus de refondation et de réaménagement du pouvoir politique** consiste essentiellement à :
 - Mettre en place un certain nombre d'**institutions constitutionnelles** (Assemblée des Représentants du Peuple, Présidence de la république...) et à **les faire fonctionner convenablement**
 - Mettre en place un ensemble de **mécanismes démocratiques** (lois électorales) ainsi que des **procédures** (relatives à l'adoption des textes juridiques, à la composition des institutions...)
 - Mettre à niveau un certain nombre d'**institutions**, à leur tête la Présidence du Gouvernement et l'ARP
 - Installer un changement progressif des **comportements politiques** vers davantage de concordance avec les règles démocratiques

Défi politique – La portée du défi politique et les indispensables à son traitement

- **Faire face au défi politique est un impératif**
 - La consolidation des acquis et la progression du processus politique sont déterminantes, à la fois pour décrocher **l'appui extérieur à l'économie nationale** et pour agglutiner **la volonté politique nationale** et faire face à l'ensemble des défis, et à leur tête le défi terroriste
 - Le processus de transition politique est **long et complexe et ne progresse actuellement que par nécessité et sous pression** (l'ISIE et loi électorale, délais constitutionnels pour le Conseil Supérieur de la Magistrature et la Cour Constitutionnelle...)
- **Les indispensables pour faire face au défi politique**
 - Mettre en place un **pilotage effectif du processus** de transition politique
 - **Compléter la vision opérationnelle** relative au mode de fonctionnement des institutions dans leur ensemble et entre elles
 - Etablir **un planning d'implémentation** des différentes composantes du processus, tout en établissant les priorités et en imposant **une cadence mobilisatrice**

Défi socio-économique – Le besoin d'un Nouveau Contrat Économique et Social

- L'impasse du modèle de développement actuel appelle un **nouveau modèle**:
 - qui puise ses références dans la **nouvelle constitution de 2014**
 - qui **concilie les dimensions économiques et sociales**
 - sous les auspices d'un **Etat stratège**, qui joue le rôle de **régulateur**
 - qui s'appuie sur une **approche participative** dans la gestion des affaires publiques
- On ne peut **différer davantage un vaste programme de réformes complexes et coûteuses**
- La nécessité d'accompagner les réformes économiques par **des politiques sociales** (services dans l'Éducation, la Santé et les Transports) et **des programmes sociaux** afin d'atténuer les conséquences négatives des réformes sur les couches les plus défavorisées et afin d'éviter les tensions sociales aiguës qui pourraient mettre en péril les réformes elles-mêmes
- Il convient de regrouper ces réformes, ces politiques et ces programmes sous la dénomination de « **Nouveau Contrat Économique et Social** »

Défi socio-économique – Les bases du Nouveau Contrat Économique et Social

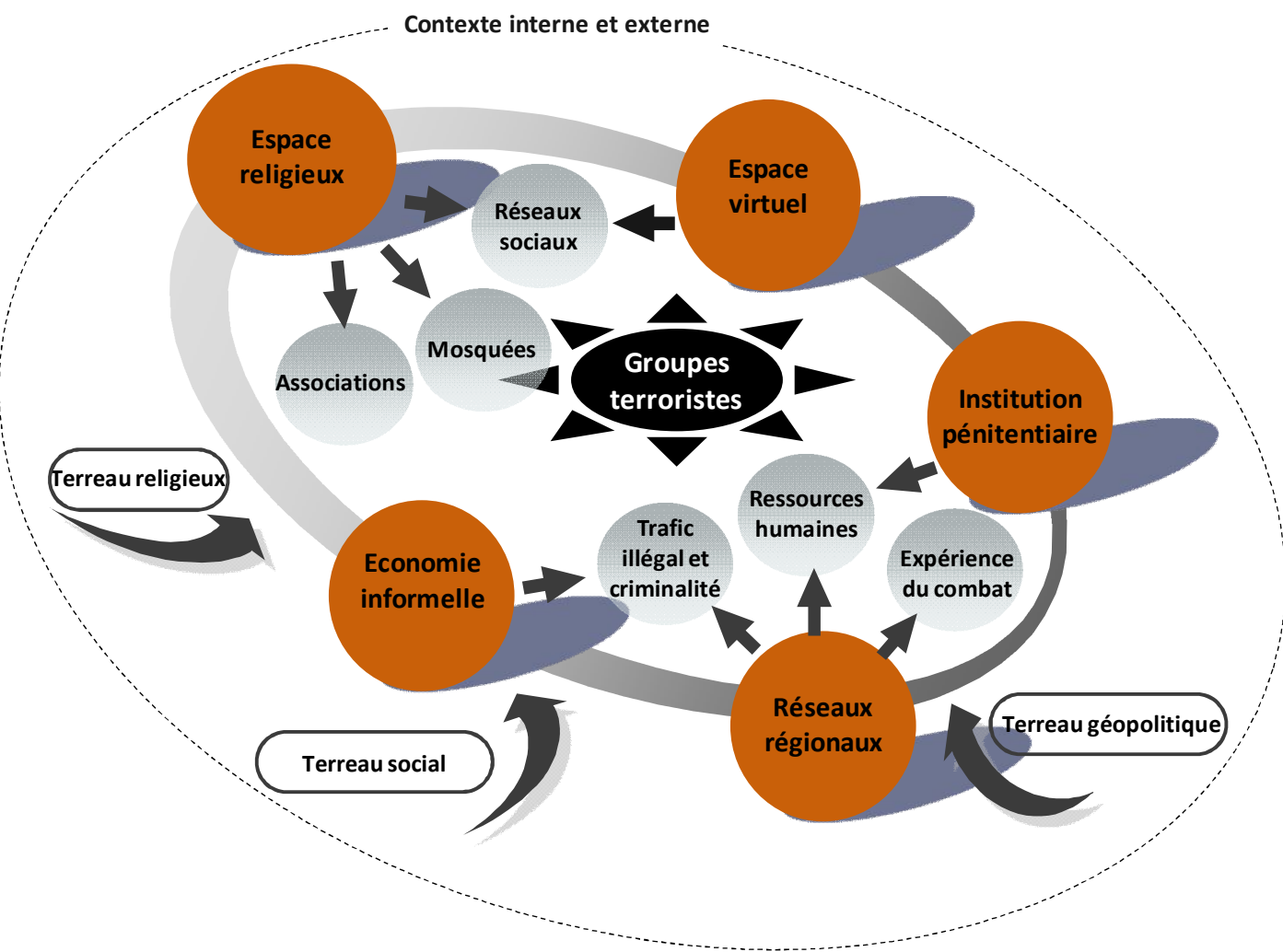
- Le nouveau contrat implique des concessions de la part des différentes parties, ce qui suppose des **échanges, des consensus et un partenariat entre les parties prenantes**
- Le nouveau contrat aura besoin d'un **dispositif ou ingénierie politique** qui facilite les échanges et bâtit les consensus
- Le nouveau contrat requiert **une volonté politique**, de la force, de la persévérance et de l'insistance afin que lesdites réformes se stabilisent dans le paysage et dans les discours et qu'elles soient de ce fait acceptées et crédibilisées

1 Nature des défis majeurs et éléments de complication

Défi sécuritaire – Les conditions d’une lutte efficace contre le terrorisme

■ Un **changement qualitatif (switch)** dans l’approche du phénomène:

- Rendre **plus efficace le combat juridico-sécuritaire** mené contre les groupes terroristes
- Adopter un **traitement global proactif et préventif**, qui met à **contribution tous les acteurs** (Etat, collectivités locales, acteurs économiques, sociaux ou sociétaux, citoyens)
- **Agglutiner la volonté politique nationale** et réaliser les rassemblements politiques, médiatiques et populaires autour des efforts de lutte contre le terrorisme



2

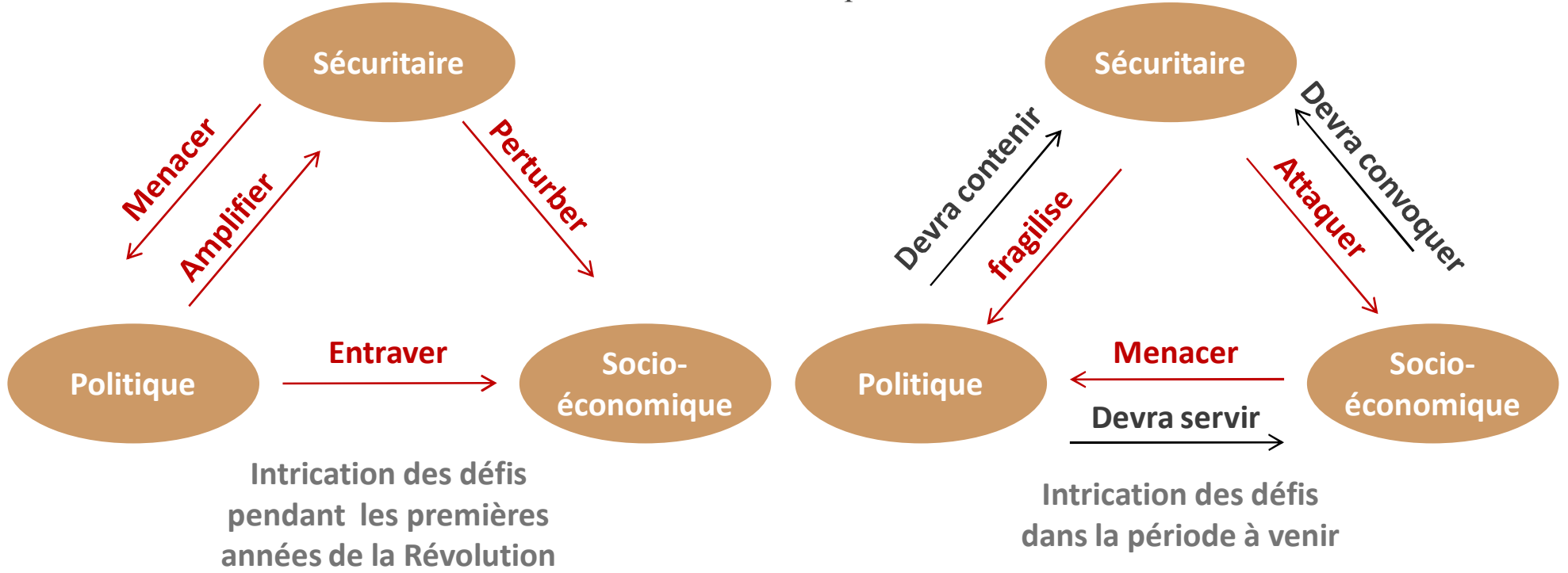
La difficulté de faire face aux défis amalgamés

Les complexités additionnelles qui découlent de l'intrication des 3 défis

- 1. Après avoir supporté le fardeau de la transition politique pendant les années post-révolution...
- 2. Après avoir déstabilisé la situation politique et profité de ses climats tendus...

- 1. ...le processus économique, par ses grandes difficultés actuelles, risque fortement de menacer à son tour les réalisations de la transition politique
- 2. ...le terrorisme est passé à une attaque directe de l'économie nationale

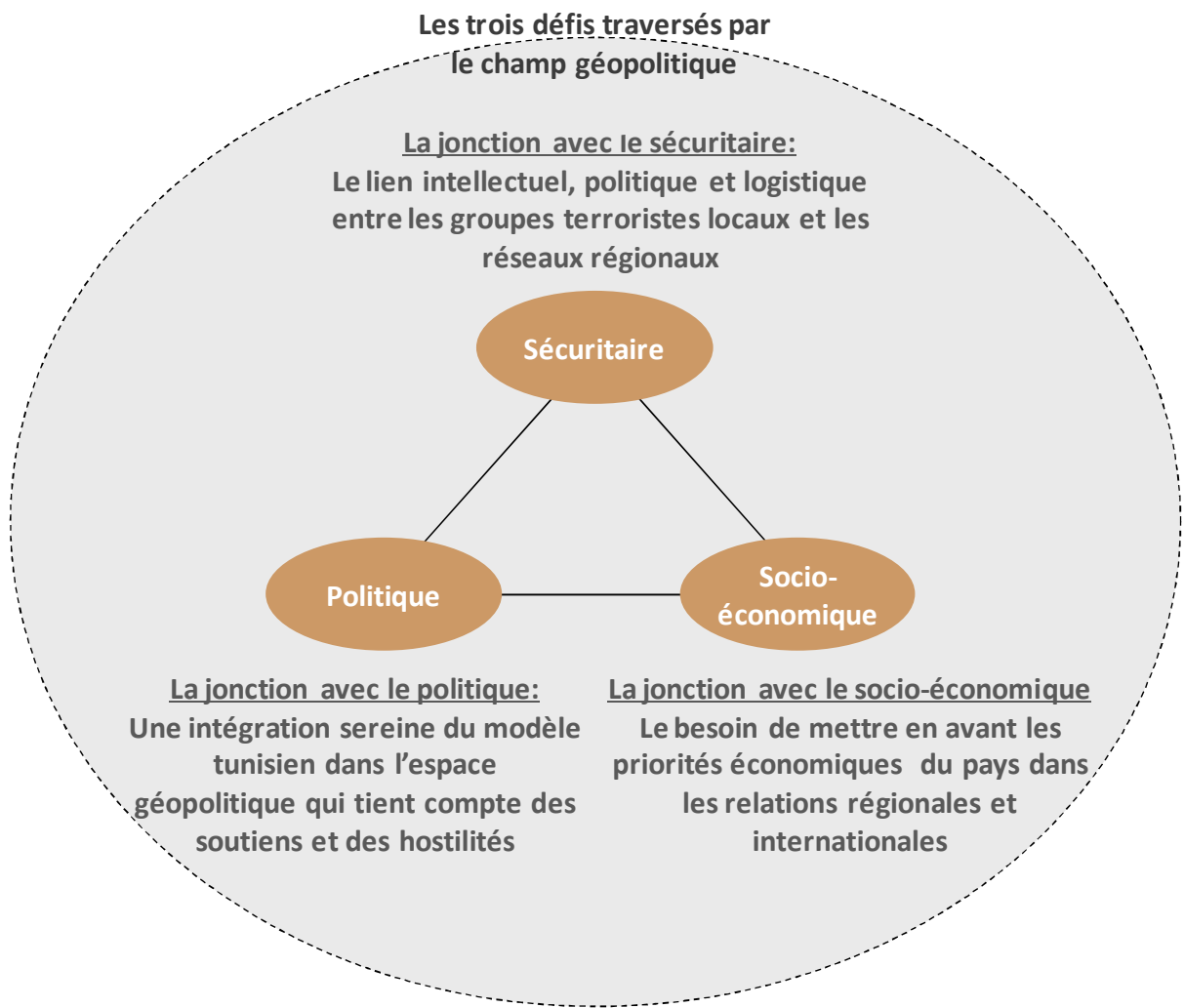
Le terrorisme a représenté – et représente encore – une menace pour les transitions politique et économique



2

La difficulté de faire face aux défis amalgamés

Les complexités dues à la jonction des défis et de la géopolitique



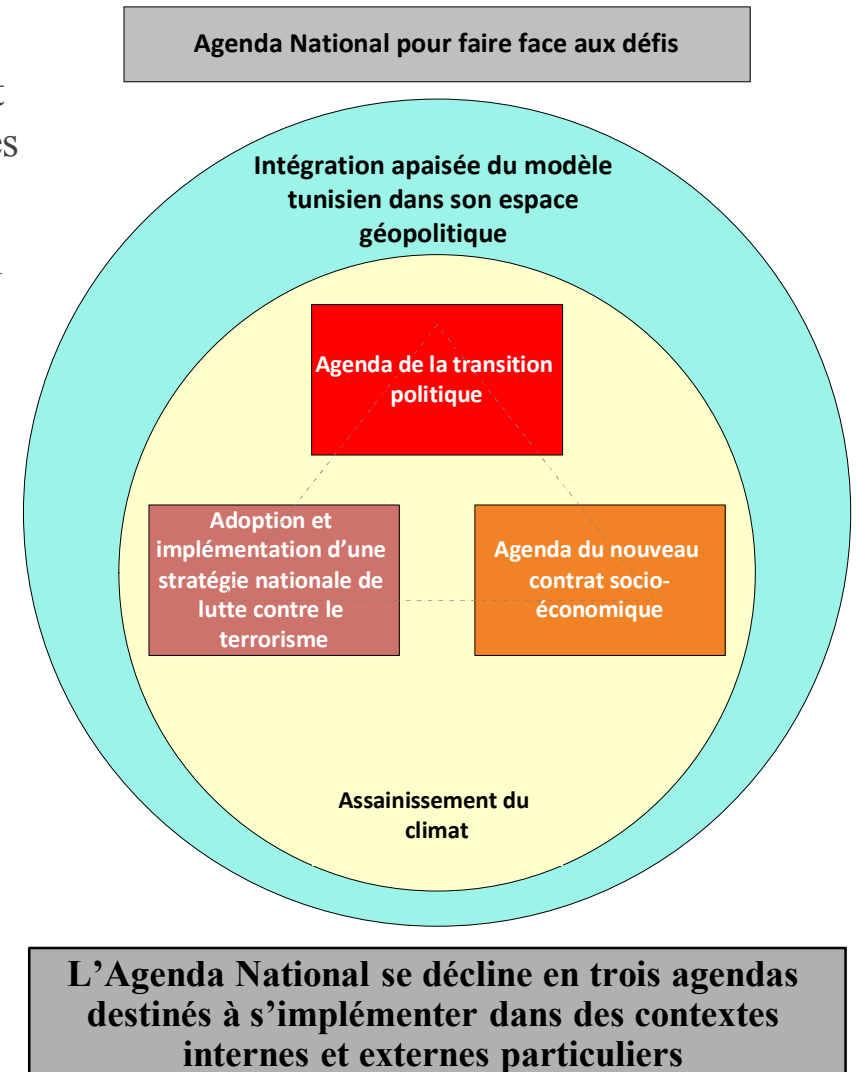
Il n'est pas concevable de faire face aux défis sans une lecture précise de leur jonction avec la géopolitique



Le besoin pour le pays d'adopter un Agenda National global

Le besoin pour le pays d'adopter un Agenda National

- L'intrication entre les trois défis impose d'adopter un cadre global que l'on appellera « **Agenda National pour faire face aux grands défis** », qui réalise un certain nombre « d'idées fortes » :
 - « **Tenir fermement les rênes** » : avec un message clair et mobilisateur tourné aussi bien vers l'intérieur (la société et ses forces vives) que vers les partenaires internationaux, les bailleurs de fonds et les investisseurs
 - **Clarifier la vision**, de quoi rassurer toutes les parties ainsi que l'opinion publique quant à l'avenir du pays
 - **Instaurer un nouveau souffle** et créer une nouvelle dynamique dans le pays par la maîtrise du rythme de transition qui dicte à son tour le rythme aux différents espaces et institutions (programme législatif, programme des réformes, Administration, activité diplomatique...)
 - **Garantir l'inclusion permanente**, ce qui incitera les différentes parties à inscrire leurs propres priorités dans le cadre d'un agenda global qui fournit des garanties à toutes les parties et apaise les tensions sur les différents fronts (droits et libertés, revendications, front politique...)
 - **Agglutiner la volonté nationale** pour faire face aux agendas contraires à notre Projet National, et notamment l'agenda terroriste



Le besoin pour le pays d'adopter un Agenda National fédérateur

Un agenda parcellaire serait dangereux et inefficace

- Il est plus que dangereux pour le pays que les trois lignes, politique, socio-économique et sécuritaire, avancent de manière désarticulée et non équilibrée:
 - **L'effet de contamination** entre les trois domaines fait que les déficiences au niveau de l'un se font ressentir au niveau des autres et impactent négativement l'ensemble de la situation du pays
 - La **phase de transition** a montré la dangerosité de s'occuper du volet politique aux dépens du volet économique
 - Un programme partiel ne peut ni **mobiliser les forces internes** du pays ni **convaincre les partenaires étrangers**
 - **Les mêmes parties prenantes** sont concernées par les trois défis et seraient prêtes à des concessions et à des sacrifices si ceux-ci s'inscrivaient dans **une équation nationale globale**
 - Il est plus que nécessaire qu'une coordination s'installe entre les trois domaines: le politique, le socio-économique et le sécuritaire

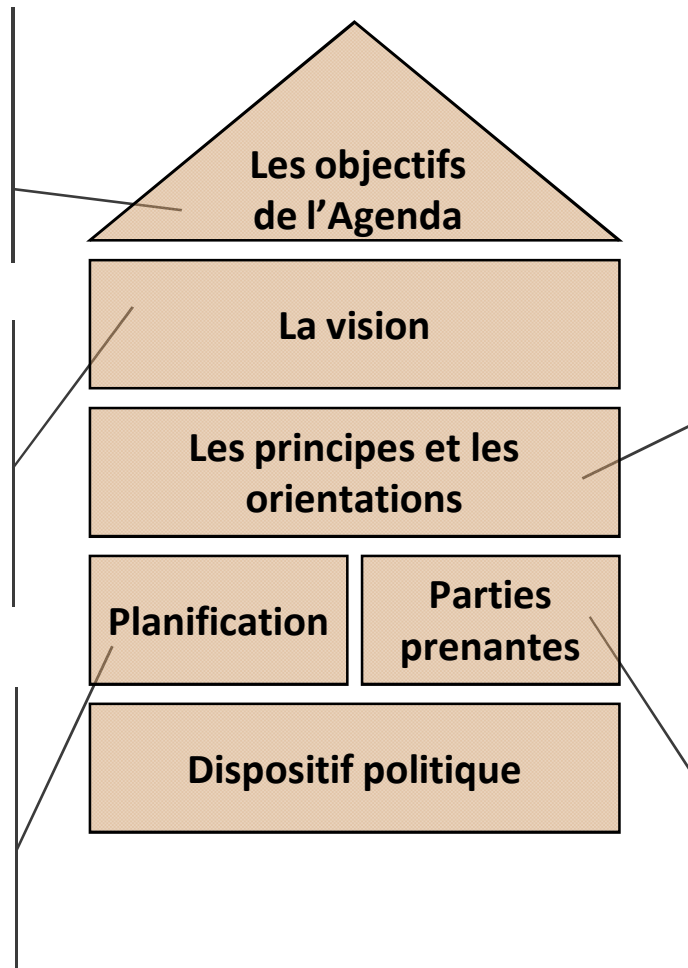


Structure générale de l'agenda de la transition politique

Finaliser le processus de transition politique et construire un paysage institutionnel qui fonctionne de manière **démocratique et efficace**

Compléter la vision sur le plan opérationnel, en concevant le fonctionnement des institutions dans leur ensemble et entre elles, conformément à la Constitution

Fixer un **planning d'implémentation** pour les différentes composantes du processus, qui prend en compte les priorités ainsi que les relations des différentes composantes entre elles



- **Créer un sentiment d'urgence** quant à la finalisation du processus de transition politique
- Adopter un **leadership efficace** capable de promouvoir et de conduire le processus
- Adopter une **approche inclusive** qui n'exclut aucune des parties
- **Imposer une cadence** qui crée une dynamique mobilisatrice
- **Capitaliser sur les expériences** passées et surtout les réussites et les échecs des étapes précédentes du processus

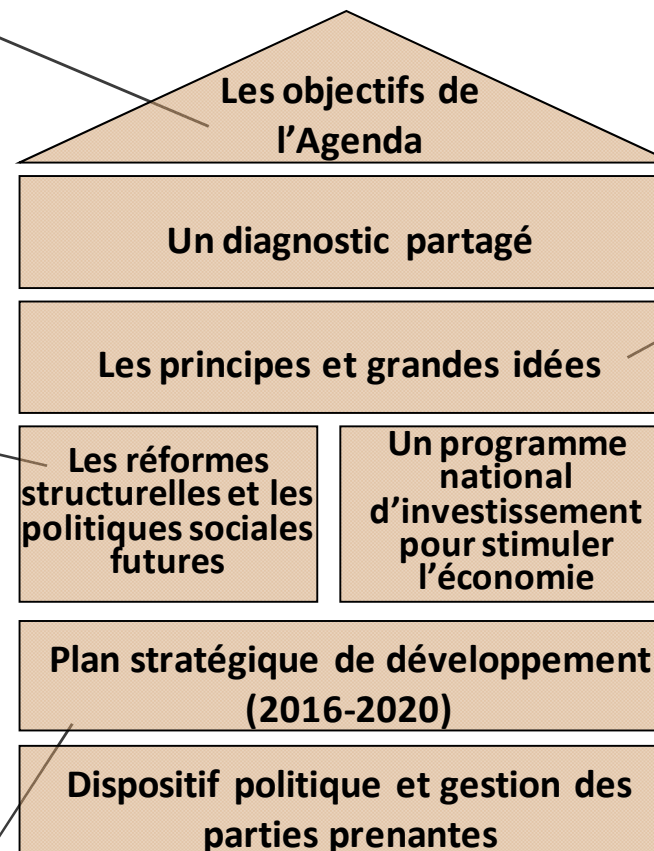
Identifier les **différentes parties prenantes** et concevoir la façon de **gérer leur implication**

Structure générale de l'agenda du nouveau contrat économique et social

Elaborer un accord cadre général qui précise les grands axes des réformes en termes de contenu, de planning d'implémentation et d'ingénierie politique

Les réformes économiques doivent s'adosser à deux piliers:

- Améliorer la **compétitivité de l'économie** et développer la **productivité globale** des facteurs de production
- Améliorer les **indicateurs du développement humain** et réduire le taux de pauvreté et les disparités régionales
- Un **dialogue** qui précise les réformes structurelles et sociales futures
- Préciser les **questions fondamentales** et les diverses réponses
- Construire et arbitrer les **scénarios futurs**



- Adopter une **approche englobante et novatrice** qui libère le potentiel des acteurs économiques et investit dans le développement humain et dans les domaines sociaux
- S'inscrire dans une **trajectoire budgétaire** pour stabiliser les grands équilibres financiers
- Retrouver **des taux de croissance soutenus** pour pouvoir investir dans le domaine du développement humain et dans les domaines sociaux
- **L'Etat doit continuer de jouer un rôle social central** pour protéger les catégories les plus vulnérables et les régions les plus défavorisées
- Rationaliser les **mouvements sociaux**

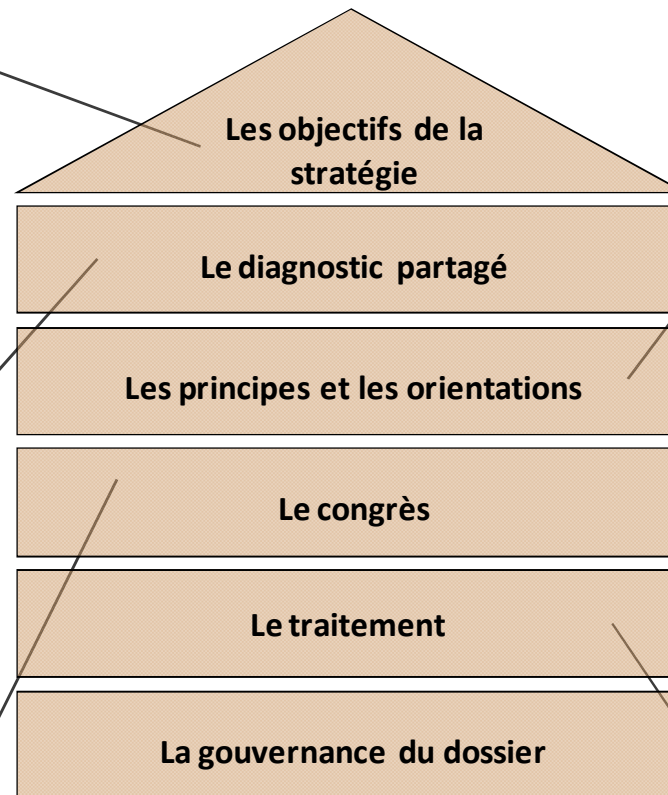
Adopter un plan d'investissement national pour **stimuler l'économie** tout en établissant une **carte des investissements** sectoriels et régionaux

Structure générale de l'agenda sécuritaire

Contenir le phénomène du terrorisme, **l'isoler** de ses terreaux et affluents et **augmenter la capacité de l'Etat** d'empêcher, d'affronter et d'encaisser les opérations terroristes

Ce diagnostic partagé permet de préciser la **vision**, les **objectifs** et **l'ennemi à combattre**

- Le congrès de lutte contre le terrorisme est une occasion structurante pour **élaborer, adopter et fédérer autour de la stratégie**
- Il faut préparer préalablement **les contenus** et faire participer **les parties prenantes**



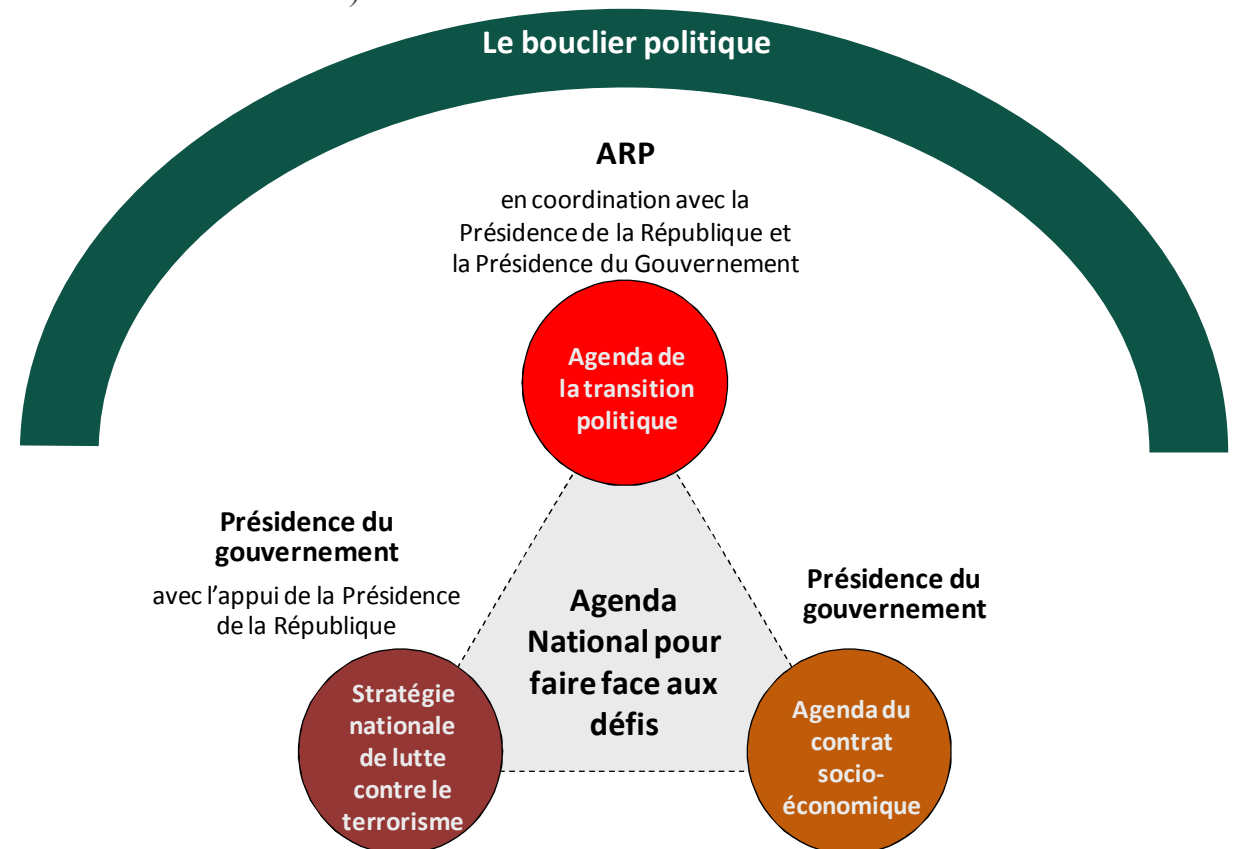
- La lutte contre le terrorisme est une **cause nationale qui transcende toutes les considérations partisans et les clivages politiques**
- Le terrorisme doit être combattu dans le cadre de **l'Etat de droit** et sur la base du respect des droits de l'Homme
- Développer continuellement **la veille et les capacités d'anticipation**
- Ajuster la **coopération internationale**
- Veiller au **moral des institutions policière et militaire**
- Rationaliser **les mouvements sociaux** afin d'alléger la pression sur l'institution policière
- Ajuster le **traitement médiatique**

Trois axes principaux:

- **L'adaptation rapide et continue** aux évolutions du terrorisme
- **L'efficacité sur le plan de la lutte sécuritaire et judiciaire** contre les groupes terroristes
- **Isoler le phénomène de ses affluents et terreaux stratégiques**

Gouvernance de l'Agenda National

- Le pilotage général de l'Agenda National (cohérence, coordination, arbitrage, levée d'obstacles...): ?
- Le bouclier politique: Les trois présidences, les partis et les organisations sociales
- La **Présidence du gouvernement** – qui arrête les politiques publiques et qui a la tutelle opérationnelle sur les institutions policière et militaire – devra piloter l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme, appuyée dans cette démarche par la **Présidence de la République** (étant donné que le Président de la République fixe les politiques générales dans le domaine de la sécurité nationale)
- La **Présidence du Gouvernement** devra assumer la responsabilité première dans l'élaboration de l'Agenda socio-économique, étant donné son rôle central dans la définition et l'implémentation des politiques générales dans ce domaine
- Pour l'Agenda politique, le leadership pourra être assuré par l'**ARP**, étant donné la dimension législative importante du processus, laquelle devra coordonner avec la **Présidence de la République** et la **Présidence du Gouvernement**



5 Facteurs Clés de Succès

